

MINISTERE
DE
L'ENVIRONNEMENT

Autorisation N° 98/PD/02

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT

Vu la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets;

Vu la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'Etat pour l'accomplissement de tâches techniques, d'études et de vérification dans le domaine de l'environnement;

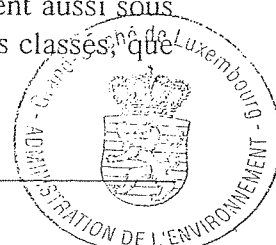
Vu la circulaire ministérielle du 20 novembre 1998 portant introduction d'une nomenclature des déchets;

Vu la demande d'août 1998 présentée par la société RECYMA S.A., 7, rue Alcide de Gaspéri, L-1615 Luxembourg/Kirchberg, aux fins d'obtenir l'autorisation de pouvoir procéder à l'aménagement et à l'exploitation d'un centre régional de gestion de déchets inertes, sur un fonds sis à Hosingen et inscrit au cadastre de la commune de Hosingen, section "B" de Hosingen, aux lieux-dits "Im Keller"-"Auf dem Grewenbüsch"-"Jeichengründchen"-"Auf den Jeichen"-"Hinter den Pehlen"-"Bei den Happerdieren" sous les Nos 887/2836(partie); 888/3187(partie); 890/1112; 891; 892; 893; 895/2837; 902/2689; 932/2; 932/2707; 936/2566; 938/2708; 938/2709; 938/2710; 938/2711; 929/3022; 1007/2714; 1010; 1011/2023; 1011/2024; 1011/2715; 999/3045; 1000; 1003; 1004/1614; 1004/1615; 1007/1976; 1007/1977; 1007/3007; 1007/3008; 1009/2349; 1009/2350; que plus particulièrement l'autorisation en vertu de la législation relative à la prévention et à la gestion est sollicitée pour les opérations suivantes:

- mise en décharge à ciel ouvert pour matières inertes, (capacité de 1'300.000 m³)
- recyclage de déchets inertes;

Vu les diverses études et expertises contenues dans le dossier de demande et la prise de position relative aux conclusions et recommandations des évaluations précitées, présentée par le requérant dans le cadre des informations complémentaires du 21 avril 1998; que plus particulièrement le requérant déclare qu'il est disposé à se conformer dans la mesure de ses responsabilités aux conclusions et recommandations contenues dans les évaluations en question;

Considérant que les conditions d'exploitation visant la protection de l'air, de l'eau, du sol, du sous-sol, de la faune et de la flore ainsi que la lutte contre le bruit et l'élimination des déchets en provenance de l'exploitation même de l'établissement tombent aussi sous le champ d'application de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés; que



des dispositions y relatives sont formulées de façon plus précise dans l'arrêté ministériel délivré en vertu de cette loi;

Vu le plan de situation et celui des lieux;

ARRÊTE:

Article 1er: L'autorisation sollicitée est accordée sous réserve des conditions d'aménagement et d'exploitation suivantes:

1. ELEMENTS AUTORISES

- 1) Sont autorisés à la S.A. RECYMA, 7, rue Alcide de Gaspéri, L-1615 Luxembourg/Kirchberg, sur le territoire de la commune de Hosingen section "B" de Hosingen aux lieux-dits "Im Keller"- "Auf dem Grewenbüsch"- "Jeichengründchen"- "Auf den Jeichen"- "Hinter den Pehlen"- "Bei den Happerdieren", les opérations et procédés suivants:

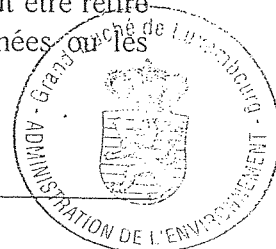
D1 dépôt sur ou dans le sol

R5 Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques (terres, roches, pierres, etc.)

2. MODALITES D'APPLICATION

2.1. CONDITIONS GENERALES CONCERNANT L'ETABLISSEMENT

- 1) Les installations doivent être aménagées et exploitées conformément à la demande d'août 1998 ainsi qu'aux plans et indications techniques contenus dans le dossier de la demande, sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions du présent arrêté.
- 2) Sauf indication contraire, les résultats des contrôles imposés en relation avec la protection de l'environnement doivent être tenus à disposition des autorités compétentes auprès de l'entreprise pendant un délai de cinq ans.
- 3) Le recyclage de matières inertes n'est autorisé que pour la durée d'exploitation de la décharge.
- 4) Le présent arrêté ne dispense pas de l'octroi d'autres autorisations éventuellement requises en vertu d'autres textes législatifs applicables en la matière.
- 5) Le présent arrêté peut être modifié ou complété en cas de nécessité. Il peut être retiré lorsque son titulaire ne respecte pas ou plus les conditions y mentionnées ou les prescriptions légales et réglementaires.



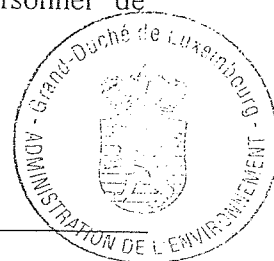
- 6) L'exploitant doit se conformer aux conditions et restrictions qui pourront lui être imposées ultérieurement par l'autorité compétente dans l'intérêt de la prévention et de la gestion des déchets.
- 7) Une nouvelle autorisation est requise pour tout transfert, toute extension ou toute transformation de l'établissement.
- 8) Toute cessation d'activité, même partielle, doit être déclarée aux autorités compétentes sans délai.
- 9) La visite de l'établissement par les agents de l'autorité compétente doit être concédée en tout temps par l'exploitant.
- 10) Lors d'un contrôle d'inspection, une copie du présent arrêté doit être mise à la disposition des autorités de contrôle compétentes.
- 11) Lors d'un contrôle d'inspection, l'exploitant doit mettre à la disposition des agents chargés d'effectuer ces contrôles les équipements de protection nécessaires.
- 12) L'établissement doit être mis en exploitation dans un délai de 24 mois. L'exploitant doit communiquer au préalable à l'administration de l'Environnement la date du début du chantier ainsi que la date de démarrage des installations et/ou des activités de l'établissement.
- 13) Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

3. CONDITIONS GENERALES

3.1. CONCERNANT L'AMENAGEMENT DE L'ETABLISSEMENT EN GENERAL

3.1.1. CONCERNANT L'AMENAGEMENT EN GENERAL

- 1) Outre les infrastructures proprement dites destinées au recyclage et au stockage des déchets et des matériaux recyclés, l'établissement doit disposer des éléments suivants;
 - une bascule servant à l'enregistrement des entrées et des sorties de l'établissement;
 - une aire d'attente pour les véhicules entrant dans l'établissement;
 - une barrière pour régler l'accès vers les lieux de déchargement;
 - une aire réservée pour l'entreposage de matières non acceptables à l'établissement et pour les véhicules ou conteneurs douteux;
 - des bureaux pour le personnel;
 - des locaux sociaux et des équipements sanitaires pour le personnel de l'établissement;
 - un parking pour visiteurs;



- des dispositifs nécessaires et appropriés pour procéder à un échantillonnage des déchets à l'entrée du site;
 - des capacités et moyens d'entreposage appropriés pour les échantillons;
 - une installation de lavage des pneus.
- 2) Un panneau d'information doit être apposé visiblement à l'entrée de l'établissement mentionnant au moins les informations suivantes:
- le nom de l'établissement;
 - le nom et l'adresse exacte de l'exploitant;
 - les numéros et les dates des autorisations.

Ce panneau doit être en matière résistante et les inscriptions doivent être indélébiles.

Le panneau doit avoir au moins une largeur de 120 cm et une hauteur de 100 cm.

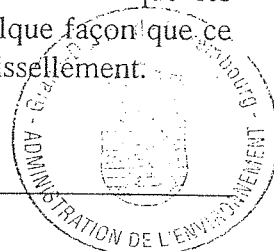
- 3) L'établissement doit être aménagé et géré de manière à éviter l'introduction de toute personne non autorisée dans son enceinte. En particulier, l'ensemble du site doit être entouré d'une clôture solide haute de 2 mètres au moins. Cette clôture doit être érigée selon les règles de l'art et maintenue en parfait état d'entretien.
- 4) L'établissement doit disposer d'un éclairage suffisant afin de permettre aux différentes personnes, dont plus particulièrement les personnes chargées du contrôle, d'accomplir leur fonction de façon optimale, même en période d'obscurité. Cette disposition vaut également pour les activités de déchargement des déchets sur la décharge, y inclus toutes les activités y relatives.

3.1.2. CONCERNANT L'AMENAGEMENT DE L'ENTREE

- 1) L'entrée de l'établissement doit être constituée d'une porte solide d'une hauteur minimale de 2 mètres. Cette porte doit être érigée selon les règles de l'art et maintenue en parfait état d'entretien. En dehors des heures d'ouverture, cette porte doit être fermée à clef.

3.1.3. CONCERNANT L'AIRE DESTINEE A L'ENTREPOSAGE DE DECHETS NON ACCEPTABLES ET AU STATIONNEMENT DE VEHICULES OU CONTENEURS RENFERMANT DES DECHETS DOUTEUX

- 1) Une aire doit être délimitée pour entreposer des déchets qui ne sont pas acceptables à l'établissement et pour stationner des véhicules ou conteneurs renfermant des déchets douteux ou dont les formalités ne sont pas en règle. Cette aire doit être conçue de façon à minimiser l'impact en provenance des déchets entreposés sur l'environnement humain ou naturel. La capacité minimale de stockage de cette aire doit être de 300 m³.
- 2) En outre, l'exploitant doit prendre les mesures appropriées afin d'éviter que les déchets en question ne soient dilués, mélangés ou entraînés de quelque façon que ce soit ni par les intempéries, ni par les précipitations ou les eaux de ruissellement.



3.1.4. CONCERNANT LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT

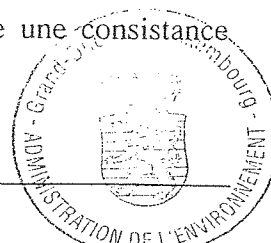
- 1) Tous les travaux, équipements et installations de l'établissement doivent être effectués selon les règles de l'art et conformément aux connaissances techniques les plus récentes.
- 2) Après achèvement des travaux de réalisation de l'établissement, l'exploitant doit fournir à l'administration de l'Environnement des plans complets des divers aménagements et constructions tels qu'ils ont effectivement été réalisés sur le terrain. Un tableau synoptique devra indiquer les modifications qui ont été réalisées par rapport aux plans antérieurs.
Les dispositions du présent point s'appliquent par analogie pour la réalisation et l'achèvement de chacune des phases de l'établissement.
- 3) L'exploitant doit procéder à une vérification périodique de la planification des phases ultérieures de la décharge et plus particulièrement des calculs de stabilité.

4. CONDITIONS CONCERNANT L'ACCEPTATION ET LE CONTROLE DES DECHETS

4.1. CONCERNANT LES DECHETS ACCEPTABLES A L'ETABLISSEMENT

4.1.1. CONCERNANT LES DECHETS EN GENERAL

- 1) Peuvent être acceptés à l'établissement, des déchets inertes, produits sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg tels qu'énumérés à l'annexe I du présent arrêté.
- 2) L'acceptation de déchets inertes autres que ceux mentionnés au point précédent ne peut se faire que sur avis positif à demander au préalable auprès de l'administration de l'Environnement.
- 3) Sont explicitement exclus de l'acceptation dans l'établissement, les déchets suivants:
 - a) déchets de chantier:
déchets provenant d'activités de construction, de rénovation ou de démolition et contenant par exemple des restes de peintures, des emballages, des câbles électriques, des matières plastiques, etc.
 - b) déchets contaminés:
déchets tels que repris à l'annexe I du présent arrêté mais contaminés par des substances pouvant constituer un risque pour le sol, les eaux souterraines ou de surface ou pour l'environnement humain ou naturel en général et/ou qui tombent sous le champ d'application du règlement grand-ducal du 16 décembre 1996 relatif aux déchets dangereux.
 - c) déchets meubles:
déchets liquides, semi-liquides ou ayant d'une façon générale une consistance mettant en cause la stabilité propre de la décharge.



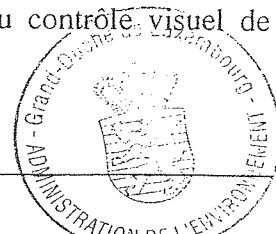
4.1.2. CONCERNANT LES DECHETS A BASE DE BITUMES OU DE GOUDRONS

- 1) Les déchets à base de goudrons ou de bitumes ne peuvent être acceptés que si la preuve est fournie que ces matières ne libèrent pas de substances nuisibles à l'environnement humain et naturel en général et aux eaux superficielles et souterraines en particulier. En outre, si d'autres procédés de valorisation ou d'élimination sont disponibles qui peuvent raisonnablement être imposés au détenteur des déchets en question, la mise en décharge ne pourra pas se faire.
- 2) L'acceptation des déchets en question ne peut se faire que sur base d'un contrat conclu au préalable entre le producteur et l'exploitant de l'établissement. Afin de pouvoir accepter les déchets, l'exploitant doit s'assurer qu'ils sont conformes aux dispositions du présent chapitre ainsi qu'à l'annexe II du présent arrêté. En outre, il doit s'assurer qu'ils ne sont pas contaminés par des substances dangereuses telles que stipulées au point 3.b) du chapitre 4.1.1..

4.2. CONCERNANT LE CONTROLE DES DECHETS

4.2.1. CONCERNANT LES CONTROLES EN GENERAL

- 1) Avant d'accepter des déchets à l'établissement, l'exploitant de l'établissement doit s'assurer que les déchets correspondent aux dispositions du présent arrêté.
- 2) Les déchets ne peuvent être acceptés qu'après avoir subi un contrôle visuel à l'entrée de l'établissement ainsi qu'un pesage.
- 3) Lors de l'acceptation des déchets à l'établissement, un recensement est à effectuer à l'unité de contrôle à l'entrée. Dans le cadre de ce contrôle, les données suivantes sont à enregistrer :
 - la nature du déchet en indiquant le code luxembourgeois correspondant;
 - la quantité en unités de poids;
 - l'origine du déchet;
 - le nom et l'adresse exacte du producteur ou du détenteur du déchet;
 - la date et l'heure de réception;
 - l'identification du moyen de transport;
 - le nom et l'adresse exacte du transporteur;
 - le cas échéant, le numéro du document d'accompagnement conformément aux dispositions légales relatives aux transferts de déchets.
- 4) Sur base du contrôle à l'entrée de l'établissement, les véhicules acceptés sont à guider soit vers la décharge soit vers l'aire pour le dépôt de matières à recycler.
- 5) Lors de tout déchargement de déchet, une personne désignée par le responsable de l'établissement, doit être présente sur le site, pour procéder au contrôle visuel de déchargement (Schüttkontrolle).



4.2.2. CONCERNANT LES MESURES A PRENDRE LORS D'ARRIVAGES NON CONFORMES

- 1) Au cas où le contrôle à l'entrée ferait apparaître des déchets qui ne sont pas acceptables à l'établissement, les déchets en question doivent être refusés. L'administration de l'Environnement doit en être informée dans les meilleurs délais.
- 2) L'exploitant peut également obliger le détenteur ou le transporteur des déchets refusés à les reprendre en vue de leur valorisation ou de leur élimination appropriées. Dans la mesure du possible, ces personnes sont alors à informer des possibilités qui existent pour la valorisation ou l'élimination appropriées des déchets en question.
- 3) Les déchets qui ne sont pas acceptables à l'établissement mais qui, de façon illégale ont été introduits à l'établissement, doivent être collectés, entreposés de façon appropriée et valorisés ou éliminés selon un procédé conforme à leur nature et dans des installations dûment autorisées. Les frais supplémentaires qui en découlent peuvent être facturés au détenteur qui a remis les déchets à l'établissement pour autant qu'il est clairement identifiable ou, le cas échéant, au détenteur antérieur ou au producteur.
- 4) Les natures et les quantités de déchets ainsi détectés et les mesures prises sont à inscrire dans le journal tel qu'énoncé au chapitre 5.1.2. du présent arrêté ensemble avec les informations relatives à la livraison en question. L'administration de l'Environnement en est à informer dans les meilleurs délais.

4.2.3. CONCERNANT LES VEHICULES ET CONTENEURS RENFERMANT DES DECHETS DOUTEUX

- 1) Au cas où il existe une présomption sérieuse relative à la présence d'une contamination par des substances dangereuses des déchets, aucun déchargement ne peut être envisagé sans que des analyses aient fourni la preuve que les déchets soient conformes aux dispositions du présent arrêté. Pour le cas où le véhicule est immobilisé à l'intérieur de l'établissement, le véhicule ou conteneur en question doit être entreposé sur l'aire de stationnement pour véhicules ou conteneurs douteux.
- 2) L'absence d'une contamination est considérée comme prouvée, lorsque les critères tels que repris à l'annexe II du présent arrêté ne sont pas transgressés. Néanmoins, lorsqu'il existe des soupçons concernant une contamination avec des substances polluantes autres que celles reprises à l'annexe II, l'absence d'une pollution ne peut être certifiée que par l'administration de l'Environnement.
- 3) Le cas échéant, au moins deux échantillons représentatifs sont pris des déchets en question et analysés afin d'identifier le produit et de vérifier son aptitude à être admis à l'établissement. Durant la période des analyses, le véhicule ou le conteneur restent immobilisés sur l'aire de stationnement pour véhicules et conteneurs douteux.
- 4) Pour chaque échantillon ainsi pris, une partie témoin doit être gardée pour une durée d'au moins un an. Les résultats des analyses sont à documenter dans le journal tel qu'énoncé au chapitre 5.1.2. du présent arrêté.



- 5) La prise des échantillons ainsi que l'exécution des analyses dont lieu aux points précédents, sont faites par un organisme agréé conformément à la loi du 21 avril 1993, relative à l'agrément de personnes physiques et morales privées ou publiques, autres que l'Etat pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de vérification dans le domaine de l'environnement. Les frais de la prise d'échantillons et des analyses sont à charge du transporteur, respectivement du producteur ou du détenteur du déchet.
- 6) Pour le cas où le transporteur refuse de faire analyser les déchets et qu'il repart de la décharge, l'exploitant doit tout de suite informer la division des déchets de l'administration de l'Environnement en indiquant les informations suivantes:
 - le nom du transporteur;
 - la date et l'heure de l'incident;
 - le numéro d'immatriculation du véhicule concerné;
 - la quantité en poids ou en volume;
 - la matière polluante soupçonnée être dans les matières inertes;
 - toute autre information intéressante ou connue. (destination éventuelle, etc.)

5. CONDITIONS CONCERNANT LA GESTION DE L'ETABLISSEMENT

5.1. CONDITIONS CONCERNANT L'INFORMATION ET LA DOCUMENTATION

5.1.1. CONCERNANT LE REGLEMENT D'ORDRE INTERNE

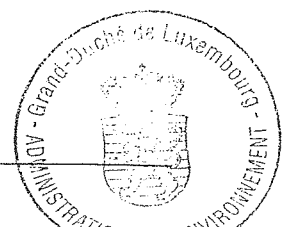
- 1) Préablement à la mise en exploitation de l'établissement, l'exploitant doit établir un règlement d'ordre interne. Ce règlement doit inclure les prescriptions principales relatives à la sécurité et à l'ordre à l'intérieur de l'établissement ainsi que, le cas échéant, les dispositions concernant l'acceptation de déchets. Il doit être régulièrement mis à jour. Sa version initiale ainsi que toutes les modifications qui y sont apportées doivent être communiquées sans délais aux autorités de contrôle compétentes.
- 2) Le règlement d'ordre interne doit également être respecté par les utilisateurs de l'établissement. A ces fins, il doit être affiché de façon claire et lisible au moins à l'entrée de l'établissement. En cas de conclusions de contrats entre l'exploitant de l'établissement et le détenteur de déchets, les dispositions relatives à l'acceptation de déchets doivent faire partie intégrante des contrats en question.

5.1.2. CONCERNANT LA TENUE DU JOURNAL

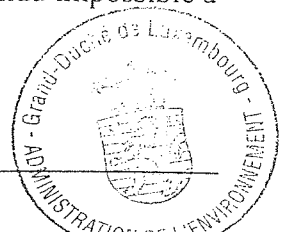
- 1) L'exploitant doit tenir un journal dans lequel toutes les données importantes relatives à la gestion de l'établissement sont inscrites. Le journal doit être instauré avant la mise en service de l'établissement.

Au moins les points suivants doivent être mentionnés dans le journal:

- a) les indications détaillées concernant les déchets acceptés :



- la nature des déchets en indiquant le code luxembourgeois de déchets correspondant;
 - la quantité en unités de poids;
 - l'origine des déchets;
 - le nom et l'adresse exacte du producteur ou du détenteur du déchet;
 - la date et l'heure de réception;
 - méthode de valorisation ou d'élimination prévue à l'intérieur de l'établissement;
 - l'identification du moyen de transport;
 - le nom et l'adresse exacte du transporteur;
 - le cas échéant, le numéro du document d'accompagnement conformément aux dispositions légales relatives aux transferts de déchets.
- b) les indications détaillées concernant les matériaux quittant l'établissement :
- la nature des matériaux;
 - la quantité en unités de poids;
 - la destination avec le cas échéant, indication exacte des coordonnées du destinataire (adresse, parcelles cadastrales, bornes, marques, etc.);
 - l'identification du moyen de transport;
 - le nom et l'adresse exacte du transporteur;
- c) les résultats des contrôles et, le cas échéant, les analyses effectués par l'exploitant de l'établissement;
- d) des événements particuliers, dont notamment des incidents quelconques avec indication des causes probables et des mesures prises;
- e) les heures de fonctionnement et les heures d'arrêt des installations de l'établissement;
- f) la nature et l'envergure des travaux de construction et de maintenance;
- 2) En outre, toutes les autres informations mentionnées en tant que telles dans le présent arrêté, toutes les autres preuves éventuellement requises par les autorités compétentes ainsi que les résultats afférents sont à inscrire dans le journal.
- 3) Le cas échéant, le journal peut être subdivisé en chapitres ou dossiers séparés. Dans ce cas, les dispositions concernant le journal sont applicables respectivement pour les différents chapitres et/ou dossiers.
- 4) Le journal doit être certifié au moins une fois par semaine par le responsable de l'établissement ou par son représentant.
- 5) Le journal doit être tenu par des moyens informatiques. Des sauvegardes régulières ou tout autre procédé approprié doivent garantir que les données ne peuvent pas être perdues. L'accès au programme et aux données y relatives doit être rendu impossible à toute personne non autorisée.



- 6) Le journal doit pouvoir être rendu disponible de façon claire et lisible à tout moment aux autorités compétentes.

5.1.3. CONCERNANT LE RAPPORT ANNUEL

- 1) Pour le 31 janvier au plus tard, l'exploitant doit faire parvenir à l'administration de l'Environnement un rapport annuel de l'année précédente. Ce rapport doit mentionner au moins les points suivants:
- a) un résumé des données reprises au point 5.1.2.1) a).;
 - b) un résumé des données reprises au point 5.1.2.1) b);
 - c) les données reprises au point 5.1.2.1) c).;
 - d) un résumé des données reprises au point 5.1.2.1) d);
 - e) un résumé des données reprises au point 5.1.2.1) e), f);
 - f) Indication des volumes des différentes matières entreposées à l'établissement.
(en attente d'être recyclées, recyclées, déchets extraits, etc.)

Pour les données reprises au point 5.1.2.1) e) une évaluation doit être effectuée par l'exploitant.

En outre, l'exploitant indiquera dans le rapport annuel la capacité résiduelle de la décharge.

5.1.4. CONCERNANT L'ARCHIVAGE DES INFORMATIONS

- 1) Le journal tel que mentionné au point 5.1.2.1) et le rapport annuel tel que mentionné au point 5.1.3.1) doivent être gardés au moins jusqu'au moment où les autorités ont libéré l'établissement du suivi et du contrôle après sa fermeture. La conservation du journal durant cette période doit se faire sur un support et dans des conditions à garantir le maintien de l'information y contenue.

5.1.5. CONCERNANT L'INFORMATION DES RESPONSABLES DE LA COMMUNE

- 1) Le journal tel que mentionné au point 5.1.2.1) doit être rendu accessible aux autorités de la commune sur le territoire de laquelle se trouve l'établissement.
- 2) Le rapport annuel tel que mentionné au point 5.1.3.1) doit être présenté par l'exploitant à l'administration communale de la commune sur le territoire de laquelle se trouve l'établissement avant la fin du mois de janvier de l'année suivant chaque exercice. Dans le cadre de cette présentation, l'exploitant devra fournir toutes les informations supplémentaires éventuelles demandées par les représentants de la commune concernée.

5.2. CONDITIONS CONCERNANT LE PERSONNEL

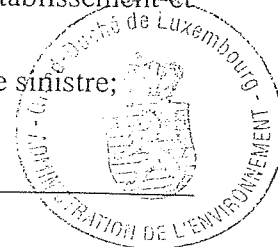
- 1) L'exploitant doit prévoir à tout moment la présence de personnel en nombre suffisant pour assumer le bon fonctionnement de l'établissement. Le personnel doit être qualifié pour les tâches auxquelles il est affecté.



- 2) L'établissement doit disposer d'une section s'occupant essentiellement des contrôles à effectuer conformément aux dispositions du présent arrêté.
- 3) Le personnel dirigeant doit présenter des connaissances approfondies dans la matière qui lui permettent de gérer l'établissement sans compromettre la qualité de l'environnement humain et naturel. Il doit être à même d'évaluer, en cas d'un accident, le plus vite possible et de façon compétente le potentiel de danger résultant de l'incident et de prendre directement les mesures justes et appropriées.
Les connaissances approfondies peuvent être acquises soit par une formation appropriée, soit par une expérience pratique de plusieurs années.
- 4) Les autres personnes travaillant à l'établissement doivent disposer d'une formation appropriée aux tâches desquelles elles sont chargées. Elles doivent être compétentes en la matière. La compétence peut être acquise soit par une formation appropriée, soit par une expérience pratique de plusieurs années.
- 5) Toutes les personnes travaillant dans l'établissement doivent faire preuve d'une grande fiabilité et d'un grand sérieux.
- 6) Les diplômes ainsi que, le cas échéant, les certificats faisant preuve d'une expérience pratique du personnel doivent être mis à la disposition des autorités de contrôle sur toute demande.
- 7) Le personnel dirigeant est responsable pour les instructions et la formation continue du personnel.

5.2.1. CONCERNANT LA REDACTION D'UN MANUEL SUR LES PROCEDURES DE TRAVAIL

- 1) Aux fins d'application du point précédent, le personnel dirigeant doit rédiger préalablement à la mise en service de l'établissement un manuel renseignant sur les différentes procédures de travail. De façon régulière, mais au moins une fois par an, ce manuel doit être revu et, le cas échéant, complété ou modifié. Chaque chapitre du manuel doit porter la date de sa rédaction ou de sa dernière modification.
Un exemplaire du manuel ainsi que de toutes ses modifications doit être remis à chacune des personnes travaillant à l'établissement. Au moins un exemplaire supplémentaire doit être gardé à la réception. Sur demande, une copie du manuel doit être transmise aux autorités chargées du contrôle de l'installation.
- 2) Le manuel doit obligatoirement comporter les points suivants:
 - l'ensemble des procédures de travail et de maintenance;
 - l'ensemble des procédures de contrôle requises pour l'acceptation des déchets;
 - les procédures de contrôle de l'établissement;
 - les obligations d'information et de documentation.
 - l'ensemble des procédures requises pour assurer la sécurité de l'établissement et pour éviter des pollutions ou des nuisances quelconques;
 - l'ensemble des actions ou mesures à prendre en cas d'alarme ou de sinistre;



- l'ensemble des procédures à mettre en oeuvre en cas d'un incident quelconque;
- les noms, adresses et numéros de téléphone des personnes ou instances à informer en cas de sinistre;
- les tâches et les responsabilités de chaque personne travaillant dans l'établissement;

5.2.2. CONCERNANT LES COURS DE FORMATION SPECIFIQUE

- 1) Le personnel dirigeant de l'établissement établit des cours de formation spécifiques pour les autres employés. Ces cours doivent notamment porter sur les sujets suivants:
 - les différents risques, les mesures pour les éviter et les actions concrètes lors d'un accident ou d'un sinistre;
 - l'utilisation correcte des différents dispositifs et équipements de protection;
 - les différentes procédures de travail;
 - les caractéristiques des différents produits manipulés.

Chaque cours de formation a une durée de validité de 2 ans au maximum. Après ce délai, le personnel dirigeant de l'établissement doit obligatoirement réviser les cours et, le cas échéant, les remettre à jour. Les cours doivent également être revus lorsque des procédures de travail ont été substantiellement modifiées.

- 2) Le personnel dirigeant de l'établissement doit veiller à ce que chaque employé participe régulièrement, mais au moins tous les deux ans, à des cycles complets de formation. Il tiendra un registre de la mise à jour des cours de formation et des cycles de formation auxquels ont participé les différents employés. Il peut déléguer ces tâches à une tierce personne qualifiée en la matière.

6. CONDITIONS RELATIVES A LA DECHARGE

6.1. CONDITIONS CONCERNANT L'AMENAGEMENT DE LA DECHARGE

6.1.1. CONCERNANT L'AMENAGEMENT GENERAL

- 1) Préalablement aux travaux de réalisation de la décharge ainsi que des installations annexes et connexes, un calendrier détaillé des différentes phases de remblayage doit parvenir à l'administration de l'Environnement. Tout changement y relatif doit être communiqué sans faute.

6.2. CONDITIONS CONCERNANT LA GESTION DE LA DECHARGE

6.2.1. CONCERNANT LES REJETS DE POUSSIÈRES

- 1) D'une manière générale, l'exploitant doit mettre en oeuvre dans le cadre de l'aménagement et de l'exploitation de la décharge des mesures appropriées afin de

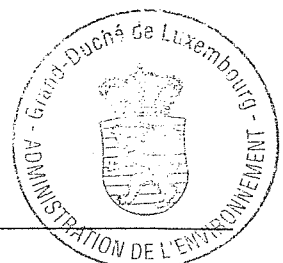


réduire l'effet d'érosion éolienne et l'envol de poussières au strict minimum. A cette fin les mesures suivantes sont à prendre:

- dès la fin de l'exploitation d'une phase de remblayage, l'exploitant doit procéder à l'engazonnement provisoire des surfaces concernées;
 - au fur et à mesure qu'une phase de remblayage atteint son niveau final, l'exploitant doit procéder à l'engazonnement définitif des surfaces concernées.
- 2) Afin de limiter l'impact des émissions de poussières sur la population avoisinante au strict minimum pendant les périodes de temps sec, l'incorporation des matières inertes dans la décharge doit se faire à l'endroit situé le plus loin possible des maisons d'habitation avoisinantes, ceci pour chaque phase de remblayage.
- 3) Afin de limiter la formation et l'envol de poussières, les chemins d'accès sur la décharge proprement dite doivent être consolidés à l'aide d'un matériau de roulement approprié et des mesures appropriées sont à prévoir en vue d'assurer le respect des limitations de vitesse sur la décharge. Les chemins d'accès doivent être maintenus en parfait état. En cas de besoin et par temps sec ces chemins d'accès doivent être régulièrement arrosés.

6.2.2. CONCERNANT L'INTEGRATION DES DECHETS DANS LE CORPS DE LA DECHARGE

- 1) L'intégration des déchets dans la décharge doit se faire en respectant les dispositions suivantes :
- a) Les surfaces en exploitation doivent être réduites au plus strict minimum et de façon à procéder dans les meilleurs délais au recouvrement final des parties terminées de la décharge.
 - b) L'exploitant doit disposer à tout moment d'équipements et de matériel suffisants pour assurer l'intégration sans délai des déchets dans le corps de la décharge. L'intégration des déchets dans le corps de la décharge doit se faire notamment en vue de réduire à un minimum et à long terme des tassements.
 - c) Le corps de la décharge doit être construit de façon à ce qu'il soit stable en lui-même et par rapport à son voisinage.
 - d) Toutes les mesures doivent être prises pour éviter des creux dans le corps de la décharge. A cet effet et nonobstant d'autres dispositions éventuellement fixées par d'autres instances en application d'autres textes réglementaires, les déchets inertes doivent être incorporés en couches fines, n'excédant pas 0,5 m et compactés à l'aide d'engins appropriés correspondant à la nature des remblais et aux conditions atmosphériques (pieds de moutons ou similaire).



6.3. CONDITIONS CONCERNANT LE CONTROLE ET LA SURVEILLANCE DE LA DECHARGE

6.3.1. CONCERNANT LE CONTROLE DE LA DECHARGE DURANT LA PHASE D'EXPLOITATION

- 1) Les critères énoncés au chapitre 4. "Conditions concernant l'acceptation et le contrôle des déchets" sont à respecter.
- 2) Toutes les dispositions doivent être prises pour faciliter l'intervention de l'autorité compétente ainsi que des organismes agréés.
- 3) Sur chaque réservoir respectivement bassin doit être prévu au moins un point de prélèvement d'échantillons.
- 4) Le cas échéant et en cas de nécessité, l'administration de l'Environnement peut prescrire des forages à effectuer afin de contrôler les eaux souterraines. Les frais y relatifs sont à charge de l'exploitant. Les paramètres à analyser dans le cadre de ces contrôles analytiques ainsi que la fréquence de ces contrôles seront définis ultérieurement.

6.3.2. CONCERNANT LE GARDIENNAGE DE L'ETABLISSEMENT

- 1) La surveillance de l'établissement doit être rendue possible moyennant un équipement technique approprié.
- 2) L'exploitant doit effectuer des contrôles réguliers pour s'assurer du bon état et du bon fonctionnement des équipements et infrastructures faisant partie de l'établissement.
- 3) Ces contrôles doivent être réalisés par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet comme précisé au chapitre 5.2.-"Conditions concernant le personnel"-.
- 4) Les résultats des contrôles sont à inscrire dans le journal mentionné au chapitre 5.1.2. et à signer par la personne qui les a effectués.

6.4. CONDITIONS RELATIVES A LA PHASE POST EXPLOITATION DE LA DECHARGE

- 1) Après fermeture définitive de la décharge, l'exploitant doit continuer à assumer la responsabilité de l'établissement. Il ne peut être libéré de cette responsabilité de suivis que lorsqu'il est établi que la décharge ne constitue plus de risque pour l'environnement. Cette libération ne peut se faire que sur demande expresse de l'exploitant de la décharge auprès de l'administration de l'Environnement et ceci au plus tôt cinq ans après la fermeture de la décharge. En cas de constatations d'anomalies au cours du suivis, l'administration de l'Environnement doit être informée immédiatement. L'exploitant est tenu de prendre les mesures compensatoires qui s'imposent.

- 2) Les plantations prévues sur l'aire de la décharge comme aménagement final et plus précisément celles prévues sur le merlon antibruit, doivent être choisies en concertation avec l'administration des Ponts et Chaussées ainsi qu'avec l'administration des Eaux et Forêts.
- 3) Les dispositions du présent chapitre s'appliquent par analogie pour les différentes phases d'exploitation de la décharge successivement fermées.

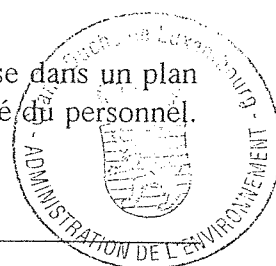
7. CONDITIONS RELATIVES AU RECYCLAGE:

7.1. CONDITIONS GENERALES

- 1) Les déchets susceptibles d'être recyclés sont soumis aux mêmes conditions d'acceptation que les déchets destinés pour la décharge.

7.2. CONDITIONS CONCERNANT LE STOCKAGE DES DECHETS EN ATTENTE D'ETRE RECYCLES

- 1) A l'intérieur de l'établissement, une zone de stockage de déchets destinés au recyclage, doit être spécialement désignée et aménagée à cet effet. Cette zone doit abriter les différentes aires de collecte pour les différentes fractions de déchets recyclables. La zone doit être aménagée de façon à y permettre une manipulation des déchets en respectant les règles générales de sécurité, de salubrité et de propreté et notamment les conditions fixées dans le présent arrêté. En outre, l'exploitant doit prendre des mesures appropriées pour éviter une atteinte à l'environnement en provenance des déchets entreposés.
- 2) En dehors des zones spécialement prévues et aménagées à cet effet, tout entreposage de déchets est interdit.
- 3) Le stockage des déchets inertes à l'intérieur de l'établissement doit se faire de façon à :
 - ne pas mélanger les différents déchets dans la mesure où le traitement séparé est requis pour les besoins de la valorisation ou de l'élimination;
 - séparer les différents déchets dont la collecte sélective s'avère impossible;
- 4) Toutes les dispositions doivent être prises pour éviter que les déchets entreposés ne soient dilués, mélangés ou entraînés de quelque façon que ce soit ni par les intempéries, ni par les précipitations ou les eaux de ruissellement.
- 5) Chaque aire de stockage doit être convenablement identifiée. Cette identification doit mentionner au moins la dénomination exacte du déchet autorisé à être entreposé. L'identification doit être de taille suffisante la rendant lisible, même de loin et confectionnée de façon à ce que les inscriptions soient indélébiles.
- 6) Les zones de stockage doivent être indiquées de façon claire et précise dans un plan de situation de l'établissement. Ces plans doivent être à la disponibilité du personnel.



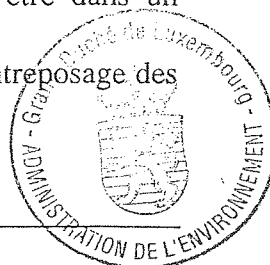
Sur toute demande, ils doivent être communiqués aux agents de l'administration de l'Environnement. Ces plans doivent constamment être mis à jour.

- 7) L'exploitant doit prendre toutes les mesures d'entretien et d'organisation nécessaires pour assurer un traitement régulier des déchets entreposés.
- 8) La zone de stockage ainsi que les aires de stockage doivent être maintenues dans un état de propreté et d'entretien impeccable.

7.3. CONDITIONS CONCERNANT LES DECHETS RESIDUELS PROVENANT DU PROCESSUS DE RECYCLAGE

7.3.1. CONCERNANT L'ENTREPOSAGE DES DECHETS RESIDUELS

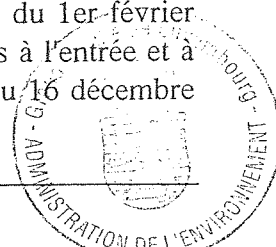
- 1) A l'intérieur de l'établissement, une ou plusieurs zones de collecte des déchets doivent être spécialement désignées et aménagées à cet effet. Ces zones doivent abriter les différents conteneurs ou récipients de collecte pour les différentes fractions de déchets. Les zones doivent être aménagées de façon à y permettre une manipulation des déchets en respectant les règles générales de sécurité, de salubrité et de propreté et notamment les conditions fixées dans le présent arrêté. En outre, l'exploitant doit prendre des mesures appropriées pour éviter une atteinte à l'environnement en provenance des déchets entreposés.
- 2) En dehors des zones spécialement prévues et aménagées à cet effet, tout entreposage de déchets est interdit.
- 3) Les zones d'entreposage doivent être convenablement signalisées de façon indélébile mentionnant au moins les points suivants :
 - le fait qu'il s'agit d'une zone de collecte des déchets;
 - les fractions de déchets collectées;
- 4) Les zones d'entreposage doivent être indiquées de façon claire et précise dans un plan de situation de l'établissement. Ce plan doit être à la disponibilité du personnel et du public. Sur toute demande, il doit être communiqué aux agents de l'administration de l'Environnement. Ce plan doit constamment être mis à jour.
- 5) L'entreposage des déchets doit se faire de façon à :
 - ne pas ajouter aux déchets de l'eau ou toute autre substance;
 - ne pas mélanger les différentes fractions de déchets dans la mesure où le traitement séparé est requis pour les besoins de la valorisation ou de l'élimination;
- 6) L'entreposage des déchets ne peut se faire que dans des récipients appropriés et spécialement conçus à cet effet. Les récipients de collecte doivent être dans un matériel garanti résistant aux produits qu'ils contiennent.
L'utilisation de récipients de récupération (notamment de fûts) pour l'entreposage des déchets est interdite.



- 7) Notamment les déchets solides susceptibles de se solubiliser à l'eau doivent particulièrement être entreposés à l'abri des précipitations et des eaux de ruissellement.
- 8) Les déchets fins ou pulvérulents doivent être protégés contre les envols de matières.
- 9) Les récipients destinés à recevoir des déchets liquides ou semi-liquides doivent être parfaitement étanches et placés au-dessus d'une cuve de rétention susceptible de recueillir tout déversement éventuel. Cette cuve doit être construite dans un matériel garanti résistant aux produits qu'elle peut contenir. La cuve doit avoir une capacité égale ou supérieure à la capacité du plus grand récipient augmentée de 10% de la capacité totale des autres réservoirs contenus dans la cuve. Dans le cas d'un seul récipient, la cuve doit avoir une contenance au moins égale à la capacité du stockage. Le cas échéant, différentes cuves séparées doivent être disponibles afin d'éviter le mélange des écoulements provenant de différents types de déchets.
- 10) Les récipients destinés à recevoir des déchets volatils ou ayant des composantes volatiles (p. ex. solvants, peintures, matériel souillé par des solvants ou des peintures) ou qui présentent une gêne olfactive doivent être maintenus fermés hermétiquement à tout moment sauf pour leur remplissage et, le cas échéant, pour leur vidange. Le cas échéant, les réservoirs ainsi concernés sont à mettre sous dépression avec collecte et traitement des gaz refoulés et/ou connectés électriquement à une terre.
- 11) Chaque récipient de collecte doit être convenablement étiqueté et mentionner au moins la dénomination exacte du déchet contenu. Les étiquettes doivent être de taille suffisante les rendant lisibles, même de loin et confectionnées de façon à ce que les inscriptions soient indélébiles. Le cas échéant, les normes nationales ou internationales en matière d'étiquetage de substances dangereuses sont à respecter. Toute autre étiquette ou inscription provenant d'une utilisation antérieure doit être enlevée ou être rendue illisible de façon permanente.
- 12) L'exploitant doit prendre toutes les mesures d'entretien nécessaires pour assurer une évacuation régulière des déchets entreposés.
- 13) S'il y a danger de produits liquides déversés, en permanence un stock suffisant de matériel absorbant pour produits écoulés doit être à disposition immédiate. Les zones de collecte doivent obligatoirement être équipées d'au moins un conteneur spécial pour la collecte et l'entreposage des produits absorbants usagés.
- 14) Le cas échéant, les zones d'entreposage pour déchets doivent être équipées d'extincteurs de feu appropriés et en nombre suffisant.

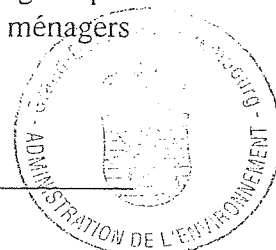
7.3.2. CONDITIONS CONCERNANT LES TRANSFERTS DES DECHETS RESIDUELS

- 1) Tout transfert de déchets doit respecter la législation relative aux transferts de déchets dont plus particulièrement le règlement (CEE) No 259/93 du Conseil du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne et le règlement grand-ducal du 16 décembre



1996 concernant le transfert national de déchets ainsi que les dispositions afférentes de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets.

- 2) Dans toute la mesure du possible, les déchets doivent être transférés vers des installations situées au Luxembourg, soit être traités sur place moyennant une installation mobile dûment autorisées. Une exportation de déchets n'est concevable que pour les déchets pour lesquels il n'existe pas d'installations de valorisation ou d'élimination au Luxembourg. D'une façon générale, tout transfert de déchets doit être conforme au plan national de gestion de déchets établi par l'administration de l'Environnement.
- 3) Toute exportation de déchets vers des pays tiers non membres de l'Union européenne à des fins de valorisation ou d'élimination doit être soumise au préalable à une autorisation du Ministre de l'Environnement.
- 4) Nonobstant de ce qui précède, toute exportation vers des pays non-membres de l'O.C.D.E. est interdite.
- 5) Le transport des déchets ne peut se faire que dans des récipients appropriés et spécialement conçus à cet effet. Les récipients de collecte doivent être dans un matériel garanti résistant aux produits qu'ils contiennent. A tout moment, les récipients de collecte doivent être dans un état d'entretien impeccable. Les récipients destinés à recevoir des déchets liquides ou semi-liquides doivent être parfaitement étanches.
L'utilisation de récipients de récupération (notamment de fûts) pour le transport des déchets est interdite.
- 6) Au cas où les déchets sont transportés dans les récipients de collecte, l'exploitant doit garantir que ces récipients sont appropriés et autorisés pour le transport des substances qu'elles contiennent conformément aux normes internationales afférentes. Les récipients en question doivent être dans un état d'entretien impeccable.
- 7) Au cas où les déchets sont transvasés des récipients de collecte dans des récipients de transports spécifiques, toutes les mesures doivent être prises pour éviter une déperdition quelconque des déchets au cours de cette opération. En particulier, lors de transvasements de déchets liquides susceptibles de nuire à l'environnement, les aires de transvasements doivent être équipées de cuves de rétention permettant de recueillir tout déversement éventuel y inclus les déperditions pouvant résulter de la manipulation des tuyaux ou autres équipements de transvasement. Ces cuves doivent être construites en un matériel certifié résistant aux produits qu'elles peuvent contenir et de capacité suffisante.
- 8) Toute déperdition de déchets lors de leur prise en charge par un collecteur doit immédiatement être recueillie de façon appropriée.
- 9) Lors de la prise en charge des déchets par un collecteur, une personne désignée par l'exploitant doit être présente à l'exception du ramassage des déchets ménagers encombrants ou assimilés.



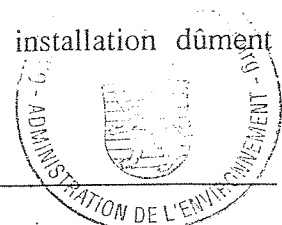
- 10) Chaque récipient de transport doit être convenablement étiqueté. Ces étiquettes doivent mentionner au moins la dénomination exacte et la quantité du déchet contenu dans le récipient. Les étiquettes doivent être de taille suffisante les rendant lisibles, même de loin et confectionnées de façon à ce que les inscriptions soient indélébiles. Le cas échéant, les normes nationales ou internationales en matière d'étiquetage de substances ou produits lors du transport sont à respecter. Toute autre étiquette ou inscription provenant d'une utilisation antérieure doit être enlevée ou être rendue illisible de façon permanente.

7.3.3. CONDITIONS CONCERNANT LA VALORISATION DES DECHETS RESIDUELS

- 1) Les déchets doivent dans toute la mesure du possible être prioritairement valorisés en vue de leur réintroduction dans le circuit économique.
- 2) La valorisation des déchets doit obligatoirement concerner toutes les fractions de déchets dont un recyclage peut se faire dans des conditions raisonnables lorsque :
 - preuve a été fournie que des déchets du même type en provenance d'autres producteurs -luxembourgeois ou autres- sont déjà recyclés et le transfert de ces déchets vers les installations de recyclage est rationnellement faisable;
 - le bilan du recyclage en général est plus favorable pour l'environnement que tout autre procédé d'élimination.
 - le transfert vers le centre de valorisation le plus proche peut raisonnablement être imposé à l'exploitant.
- 3) Le recyclage doit concerner en premier lieu la valorisation des matières. Une utilisation des déchets comme source d'énergie n'est concevable que lorsqu'il est établi que le recyclage des matières n'est pas applicable pour les déchets en question.
- 4) En vue d'assurer leur recyclage, l'exploitant doit prendre toutes les mesures pour procéder à une collecte sélective des différentes fractions de déchets. A ces fins, l'exploitant doit prévoir les infrastructures de collecte nécessaires.
- 5) Le mélange de différentes catégories de déchets est interdit dans la mesure où ce mélange pourrait nuire à la valorisation des déchets en question.

7.3.4. CONDITIONS GENERALES CONCERNANT L'ELIMINATION DES DECHETS RESIDUELS

- 1) L'élimination des déchets résiduels doit se faire selon un procédé approprié à la nature du déchet.
- 2) L'élimination ne peut se faire que dans des installations dûment agréées. L'exploitant est responsable du respect de cette disposition.
- 3) Sont notamment interdites les méthodes d'élimination suivantes :
 - l'incinération quelconque des déchets en dehors d'une installation dûment autorisée à ces fins;

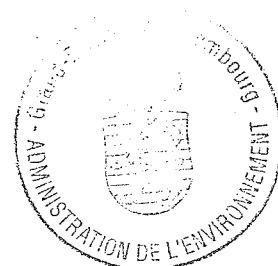


- la mise en décharge des déchets en dehors d'une installation dûment autorisée à ces fins;
 - le dépôt incontrôlé des déchets sur ou dans le sol;
 - le déversement ou l'écoulement des déchets dans le sol, un cours d'eaux, un plan d'eaux, les eaux souterraines ou la canalisation des eaux usées ou eaux pluviales;
 - l'évaporation de déchets volatils ou ayant des composantes volatiles;
 - l'incinération ou le déversement en mer;
 - le mélange de déchets de différentes natures en vue de provoquer une certaine réaction chimique (p. ex. neutralisation) en dehors d'une installation dûment autorisée à ces fins;
 - l'abandon à titre gratuit ou onéreux des déchets à une personne ne disposant pas des agréments requis par la législation en matière de gestion des déchets.
 - Le stockage permanent des déchets sur ou à l'extérieur de l'installation autorisée par le présent arrêté à l'exception des installations de stockage dûment autorisées à ces fins.
- 4) Au cas où l'exploitant procède lui-même à l'élimination de ses déchets dans des installations qui lui appartiennent, celles-ci doivent être dûment autorisées au préalable conformément à la législation applicable en la matière.

8. PROTECTION DES EAUX

8.1. CONDITIONS GENERALES

- 1) L'exploitant doit prendre toutes les mesures pour éviter que des eaux de surfaces des alentours ne pénètrent ni sur la décharge ni sur les aires de traitement et de stockage des déchets recyclables. A cette fin, les eaux en provenance des terrains limitrophes doivent être captées et déversées de façon contrôlée.
- 2) La disposition précédente reste valable même après la fermeture définitive de l'établissement en question.
- 3) S'il y a danger de produits liquides déversés, à tout moment, un stock suffisant de matériel absorbant pour produits écoulés doit être à disposition immédiate. Les zones de collecte doivent obligatoirement être équipées d'au moins un conteneur spécial pour la collecte et l'entreposage des produits absorbants usagés.



8.2. CONDITIONS SPECIFIQUES

8.2.1. CONCERNANT LES EAUX EN PROVENANCE DE L'AIRE DESTINEE A L'ENTREPOSAGE DE DECHETS NON-ACCEPTABLES ET AU STATIONNEMENT DE VEHICULES OU CONTENEURS TRANSPORTANT DES DECHETS DOUTEUX

- 1) L'exploitant doit prendre toutes les mesures opérationnelles et techniques requises afin de prévenir une éventuelle contamination des eaux de pluie et de ruissellement par les déchets entreposés sur l'aire en question. Le cas échéant, ces eaux sont à éliminer conformément à la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets.

9. PROTECTION DU SOL

9.1. CONDITION GENERALE

- 1) L'exploitant devra prendre toutes les dispositions afin de prévenir dans la mesure du possible une contamination du sol et/ou du sous-sol par les activités entreprises dans le cadre de l'exploitation du centre régional de gestion de déchets inertes.

10. DISPOSITIONS RELATIVES AUX INCIDENTS ET SINISTRES

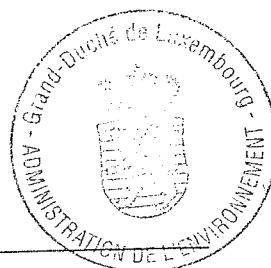
10.1. CONDITIONS GENERALES

- 1) D'une manière générale l'exploitant doit mettre en oeuvre toutes les mesures nécessaires en matière d'architecture, de technique et d'organisation de l'établissement garantissant lors d'un incident ou d'un sinistre quelconque une limitation des impacts sur l'environnement à un strict minimum.
- 2) En dehors de l'utilisation proprement dite, les produits/substances chimiques dangereux doivent être enfermés dans un (ou des) local(aux) ou une armoire(s) construit(s) et aménagé(s) spécialement à cet effet et satisfaisant aux conditions en matière de protection optimale contre un sinistre. En ce qui concerne en particulier les armoires précitées, celles-ci doivent être du type préfabriqué et munies d'une attestation certifiant les caractéristiques pré-mentionnées.
- 3) Les critères mentionnés ci-avant doivent être vérifiés dans le cadre de la réception de l'établissement.

10.2. CONCERNANT L'ENQUETE CONSECUTIVE A UN INCIDENT OU UN SINISTRE

10.2.1. CONDITIONS GENERALES

- 1) Pour tous les cas où



- une personne a été blessée ou a failli être blessée ;
- au moins un récipient ou conteneur a été renversé ;
- une pollution quelconque a été produite ou a failli se produire ;
- une partie d'un équipement technique s'est rompue pouvant produire ainsi un danger quelconque ;
- ou plus généralement, un potentiel de danger quelconque s'est établi ;
- un incendie s'est déclenché.

une enquête y relative doit être menée. A cette enquête devront participer l'employé concerné, le cas échéant, la personne étrangère concernée (visiteur, contractant, chauffeur), les responsables de l'établissement et en cas d'accident grave, des délégués des autorités compétentes.

- 2) L'objet de l'enquête est de définir exactement les causes de l'incident ou du sinistre, les dangers qui en résultent ou qui auraient pu en résulter ainsi que les mesures à prendre afin d'éviter à l'avenir un tel incident / sinistre.
- 3) Les conclusions de l'enquête doivent être retenues dans un rapport dont une copie doit être transmise à chacune des personnes ayant participé et au moins dans une forme succincte, à chacun des autres employés. En outre, une copie du rapport intégral est à remettre à l'administration de l'Environnement.
- 4) Le cas échéant, les conclusions de l'enquête doivent avoir une répercussion directe sur les prescriptions fixées dans le règlement d'ordre interne.

10.2.2. CONDITIONS SPECIFIQUES

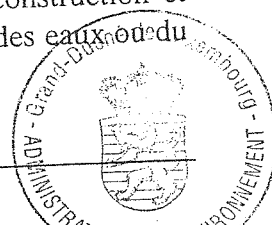
- 1) L'administration de l'Environnement pourra, dans le cadre d'un sinistre
 - faire procéder à des analyses spécifiques ;
 - faire développer un plan d'assainissement et d'élimination des déchets ;
 - charger une entreprise de travaux visant à limiter et éviter les risques pour l'environnement.

Le coût de ces opérations est à charge de l'exploitant.

11. DISPOSITIONS PARTICULIERES (RELATIVES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT)

11.1. CONCERNANT LES REGLES GENERALES

- 1) L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, absorbants, etc..
- 2) L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la construction et l'exploitation pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux et du sol et sous-sol.



11.2. CONCERNANT LES DISPOSITIONS EN MATIERE DE GARANTIES FINANCIERES

- 1) L'exploitant est tenu de constituer une garantie financière ou tout autre moyen équivalent, qui sont destinés à couvrir les frais estimés des procédures de désaffectation et, le cas échéant, les opérations de gestion postérieure du site d'exploitation.

A ces fins, l'exploitant devra soumettre à l'administration de l'Environnement pour approbation, au plus tard trois mois après notification du présent arrêté, un relevé détaillé des coûts de remise en état du site en cas de cessation des activités. Ce relevé doit notamment prendre en considération, entre autres, les points suivants:

- les coûts de l'évacuation, de la valorisation et/ou de l'élimination des déchets encore entreposés sur le site (ce point est à considérer pour le cas le plus défavorable);
- les frais d'évacuation et, le cas échéant, d'assainissement des équipements se trouvant sur le site (conteneurs, aires consolidées, fondations, etc.);
- les dispositions générales de remise en état du site pour l'intégrer dans le milieu environnant;

Tombent sous l'application du présent point:

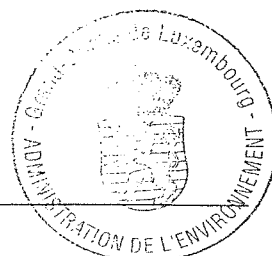
- L'enlèvement de la clôture entourant le site ainsi que du portail d'entrée;
- L'enlèvement de la chaussée d'accès;
- L'apport de terre arable pour les plantations;
- Le cas échéant, les plantations requises en vue d'une réintégration dans le milieu environnant.

- les frais de gestion postérieure du site;

Tombent sous l'application de ce point:

- Le contrôle des tassements de la décharge et la réparation des dégâts éventuellement constatés durant aux moins les deux années suivant la fermeture de la décharge;
- Le contrôle des bassins de rétention ainsi que de leur fonctionnalité et les réparations des dégâts éventuellement constatés;
- Les contrôles de la qualité des eaux dans les bassins de rétention en utilisant les valeurs limites reprises en annexe au présent document.

- 2) En même temps, l'exploitant doit faire parvenir pour approbation à l'administration de l'Environnement une ou plusieurs propositions comment il entend constituer cette garantie financière.



12. RECEPTION ET CONTROLE DE L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT

12.1. CONCERNANT LES EXIGENCES EN GENERAL

- 1) Les dispositions du présent chapitre s'appliquent nonobstant à d'autres dispositions reprises dans le présent arrêté et concernant des travaux de réception ou de contrôle.
- 2) La réception ainsi que les contrôles requis dans le cadre du présent arrêté ne peuvent être effectués que par un organisme agréé par le Ministre de l'Environnement dans le cadre de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'Etat pour l'accomplissement de tâches techniques, d'études et de vérification dans le domaine de l'environnement.
- 3) En outre, l'organisme agréé est tenu lors de la réception/ des contrôles de signaler sans délai à l'administration de l'Environnement tout défaut, toute nuisance ou toute situation qui constitue ou est susceptible de constituer une atteinte à l'environnement, ceci pour l'ensemble de l'établissement.
- 4) L'administration de l'Environnement doit être informée au préalable des dates exactes des réceptions/des contrôles. Une copie des rapports des réceptions/ contrôles doit être envoyée directement par l'organisme agréé à l'administration de l'Environnement.
- 5) Si nécessaire, l'administration de l'Environnement pourra demander des contrôles et analyses supplémentaires.
- 6) L'administration de l'Environnement pourra procéder ou faire procéder à tout moment à des contrôles de l'exploitation sans que l'exploitant ne puisse s'y opposer. En outre, l'exploitant devra supporter les frais de ces contrôles.
- 7) Afin de permettre que la réception / les contrôles soient réalisés conformément aux exigences requises, l'exploitant doit mettre à la disposition de l'organisme agréé le présent arrêté, le dossier de demande intégral ainsi que toute autre pièce spécifique nécessaire.

12.2. CONCERNANT LA RECEPTION DES EQUIPEMENTS ET INSTALLATIONS MIS EN OEUVRE

- 1) Préablement à sa mise en exploitation, un rapport de réception de l'établissement couvert par le présent arrêté doit être établi par un organisme agréé. Ce rapport doit être présenté à l'administration de l'Environnement et doit entre autres:
 - contenir une vérification de la conformité de l'établissement avec
 - les informations et plans figurant dans la demande d'autorisation (sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions du présent arrêté);
 - les indications et prescriptions du présent arrêté dont notamment les dispositions concernant le transport, le contrôle, l'entreposage, l'utilisation



resp. le traitement et le suivis des déchets ainsi que la formation du personnel;

- proposer si nécessaire, des dispositions supplémentaires qui permettront de respecter les exigences du présent arrêté;
- mentionner toutes les modifications et/ou divergences de l'établissement et/ ou exploitation par rapport aux dispositions du présent arrêté.

Au cas où le rapport de l'organisme agréé fait état de dispositions qui ne sont pas respectées, l'exploitant devra obligatoirement, dans les meilleurs délais mais au plus tard endéans un mois, introduire une prise de position en relation avec les faits constatés. Dans cette prise de position, devra figurer entre autres un échéancier détaillé et contraignant, renseignant sur les mesures et les délais envisagés pour satisfaire à l'intégralité des exigences.

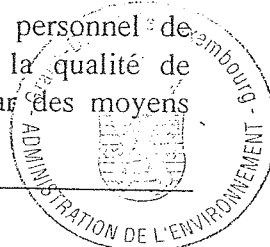
- 2) Compte tenu de l'envergure des déficiences éventuellement constatées par l'organisme agréé, l'administration de l'Environnement peut s'opposer à une mise en exploitation de l'établissement.

13. CESSATION D'ACTIVITE

- 1) La cessation des activités à l'établissement doit être annoncée à l'administration de l'Environnement, au moins six mois avant échéance. Lors d'une faillite ou de tout autre arrêt prématuré des activités à l'établissement, l'administration de l'Environnement doit être avertie immédiatement par la personne responsable, c'est à dire en cas de faillite, par le contrôleur de la gestion, dans les autres cas par le responsable légitime de l'entreprise.
- 2) Après fermeture, preuve doit être fournie par l'exploitant, que le site et les bâtiments y situés ne sont pas pollués d'après les connaissances actuelles au moment de la fermeture. Les mêmes conditions sont applicables par analogie, préalablement à tout acte de vente, de légalisation ou de changement de propriétaire en général.
- 3) Les modalités spécifiques concernant la fermeture de l'établissement seront déterminées en détail dans un arrêté ministériel à établir suite à une notification de la cessation des activités à l'établissement à introduire par l'exploitant conformément aux dispositions afférentes de la loi du 9 mai 1990, relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

14. MESURES D'INFORMATION EN CAS D'INCIDENT GRAVE OU D'ACCIDENT

- 1) Tout incident ou tout accident qui peuvent perturber le déroulement normal des activités, qui peuvent provoquer un arrêt complet d'une partie ou de l'ensemble de l'établissement, qui peuvent causer des dommages à la santé du personnel de l'établissement ou du voisinage ou qui peuvent mettre en cause la qualité de l'environnement doivent être notifiés dans les meilleurs délais et par des moyens



appropriés (télex, 235) à l'administration de l'Environnement ainsi que, le cas échéant, aux autres autorités compétentes éventuellement concernées. En outre, l'exploitant doit avertir sans délai la Protection Civile. L'exploitant doit fournir à l'administration de l'Environnement, sous quinzaine, un rapport circonstancié sur les origines, les causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour rallier à ces dernières et celles prises pour éviter qu'elles ne se reproduisent plus.

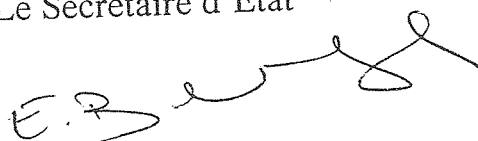
15. DESIGNATION D'UNE PERSONNE DE CONTACT CHARGÉE **DES QUESTIONS D'ENVIRONNEMENT**

- 1) L'exploitant doit désigner un responsable et un remplaçant de ce dernier qui doivent pouvoir fournir à tout moment tous les renseignements demandés par les autorités compétentes. Les noms du responsable et du remplaçant sont à communiquer par écrit à l'administration de l'Environnement au plus tard le jour de la mise en service de l'établissement. Tout changement intervenant en la personne du responsable ou de son remplaçant est à signaler sans délai à l'administration de l'Environnement.

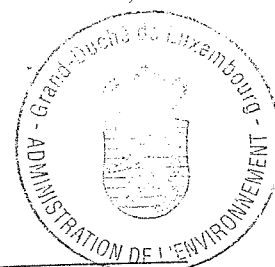
Article 2: Le présent arrêté est notifié par lettre recommandée avec avis de réception à qui de droit conformément à la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets.

Article 3: Contre la présente décision d'autorisation un recours peut être interjeté auprès du Tribunal administratif. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de 40 jours à partir de la notification de la présente décision, par un avocat de la liste 1.

Pour le Ministre de l'Environnement,
Le Secrétaire d'Etat



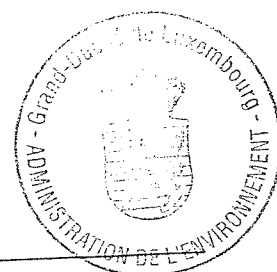
Eugène BERGER



Annexe I

Liste des déchets admissibles à la décharge:

	Code Lux	Dénomination
1.	31409	Déchets de démolition non contaminés (sans déchets de chantier)
2.	31410	Déchets de revêtements routiers
3.	31411	Terres et roches déblayées, non contaminées
4.	31416	Déchets de fibres minérales, non contaminés
5.	31418	Poussières de roches, poussières de polissage



Annexe II

Valeurs limites pour l'acceptation de déchets:

Substance originale	
Dénomination	Valeur limite
Hydrocarbures	300 mg/kg m.s.
Lixiviats	
Dénomination	Valeur limite
Hydrocarbures	0.5 mg/l
pH	5,5 - 12
Conductibilité	300 mS/m
DOC	20 mg/l
HPA	0.001 mg/l
Phénols	0.05 mg/l
AOX	0.05 mg/l
Arsène	0.1 mg/l
Pb	0.1 mg/l
Cd	0.02 mg/l
Cr (total)	0.1 mg/l
Cr (VI)	0.05 mg/l
Cu	0.3 mg/l
Ni	0.1 mg/l
Hg	0.005 mg/l
Zn	0.5 mg/l
Cyanures (toitiaux)	0.1 mg/l
Nitrates	50 mg/l

